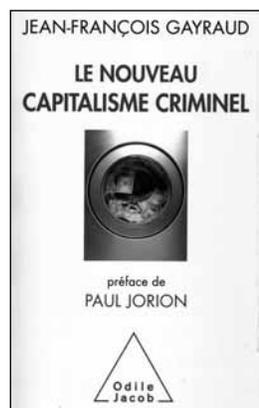


198

**Jean-François GAYRAUD**  
***Le nouveau capitalisme criminel***

(Odile Jacob, 2014, 360 p.,  
24,90 €)



Haut fonctionnaire de la police nationale, l'auteur, Jean-François Gayraud, est un essayiste spécialiste de la grande criminalité et de sa géopolitique. *Le nouveau capitalisme criminel* continue cette réflexion : il utilise la grille d'analyse de la criminologie – ayant à ses yeux autant de valeur que l'habituelle grille d'analyse économique – afin d'analyser les crises financières comme celle débutée en 2008.

En effet, dès les prémices de l'économie politique, dès les premiers écrits de Jean-Baptiste Say, la dimension criminelle est écartée de toute analyse. Ainsi : « Un vol, une perte au jeu et d'autres accidents font passer une portion de richesse d'une main dans une autre, sans qu'au total la société soit devenue plus pauvre ou plus riche ». Le crime n'opère qu'un déplacement de richesse. Bien plus tard, lorsque l'économie

politique deviendra sciences économiques, la notion de crime n'a toujours pas lieu d'être examinée. L'auteur rappelle ainsi les écrits de Léon Walras, le crime est un non sujet : « Qu'une substance soit recherchée par un médecin pour guérir un malade ou par un assassin pour empoisonner sa famille, c'est une question très importante à d'autres points de vue, mais tout à fait indifférente au nôtre. La substance est utile, pour nous, dans les deux cas [...] ». Or, comme l'écrit l'auteur, le crime n'est pas seulement une question morale ou juridique, mais bien une réalité d'ordre public pouvant détruire ou transformer des biens et des services, ainsi que le bon fonctionnement des marchés. Contrairement à ce que peuvent penser les économistes, le crime n'est pas un jeu à somme nulle, mais bien une réalité ayant sa place au cœur du fonctionnement de l'économie, pouvant durablement fausser ses règles.

Une première partie s'attarde ainsi sur des cas où la criminalité est un élément systémique au capitalisme. Ainsi sont abordées par exemple les crises latino-américaines, l'omniprésence des yakuzas dans la vie économique japonaise ou l'entrée de l'Albanie dans le capitalisme par la formation d'escroqueries à portée macroéconomique. On pourrait regretter que ces cas appartiennent aux années 80 et 90 et aient donc peu d'écho dans l'actualité économique des années 2010. En effet, depuis, par exemple, de nombreux pays d'Amérique latine proposent des alternatives de développement

économique avec un certain succès : comment alors expliquer cette mutation ? Le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Venezuela ou la Colombie se sont relevés de ces crises et pourtant le narcotraffic tient toujours une place prépondérante dans ces sociétés... Concernant les yakuzas, le Parti libéral démocrate japonais a depuis longtemps fait son *aggiornamento* avec notamment la promulgation de la loi antigang de 1992 afin d'épurer l'administration et l'économie de cette gangrène mafieuse. Bien entendu, cette dernière n'a pas disparu, mais au moins a-t-elle été désavouée publiquement. De la même façon, Jean-François Gayraud reprend l'histoire de la banque mafieuse BCCI qui joua un rôle très trouble dans les années 70, 80 et 90. Encore une fois, ce cas a déjà été maintes fois analysé et n'apporte pas d'élément nouveau dont on serait en droit d'attendre d'un « nouveau » capitalisme criminel. Plutôt que l'aspect criminel intrinsèque évident de la BCCI au siècle dernier, on est plutôt en droit de se demander quel rôle la criminalité aurait pu jouer par exemple dans la disparition d'une banque comme Lehman Brothers. Ou à l'inverse dans la sauvegarde de Goldman Sachs.

C'est dans la deuxième partie du livre, consacrée au trading de haute fréquence, que le propos de « nouveau capitalisme criminel » prend tout son sens. La déréglementation des marchés, l'essor des nouvelles technologies de l'information et la mondialisation de la finance apportent de réelles incitations à la fraude et aux comportements criminels, ceci à une

échelle inédite dans l'histoire du capitalisme. En effet, la mutation actuelle du capitalisme par des marchés financiers toujours plus réactifs, parfois incontrôlables, rend le système de plus en plus anémique, où les comportements criminels – qui pouvaient être autrefois à la marge – deviennent alors centraux. La fraude est partie intégrante du système. L'auteur évite l'écueil de la vision complotiste en s'attachant aux faits, notamment en retraçant la genèse du trading à haute fréquence, comment cette pratique est devenue incontournable sur toutes les places financières et comment son contrôle apparaît tout simplement impossible. Les autorités de contrôle des marchés ont systématiquement une longueur de retard – quand ce n'est pas un gouffre – face à des traders faisant preuve à chaque fois de plus de génie dans l'élaboration d'algorithmes toujours plus réactifs, s'activant à la seconde, voire à la milliseconde et bientôt à la microseconde. Un exemple frappant que relate l'auteur : le 23 avril 2013, à 13 heures 7 minutes et 50 secondes, environ 1,9 million d'abonnés du compte Twitter de l'agence Associated Press (AP) reçoivent un message annonçant une double explosion à la Maison-Blanche ayant blessé Barack Obama. Les algorithmes scannant en permanence les réseaux sociaux s'affolent. Le marché plonge, les ventes se multiplient. En 2 minutes, le Dow Jones perd 136 milliards de dollars de capitalisation. Comprenant qu'elle vient d'être victime d'un « faux », AP lance 3 minutes plus tard un message

démentant l'information. Le marché corrige alors ces 2 minutes de panique. En attendant, pendant cette courte période, certains traders ont pu réaliser des gains considérables. Cette affaire sort de son domaine strictement financier pour entrer dans le champ géopolitique quand on apprend que les *hackers* responsables de cette fausse information se font appeler l'Armée électronique syrienne (AES)... Le trading de haute fréquence est clairement mis en cause. Penser que les marchés peuvent s'autoréguler est une fable : comme la mauvaise monnaie chasse la bonne, les mauvais comportements chassent toujours les bons.

Quelles solutions face à cette course sans pilote responsable des marchés financiers, cœur du capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle ? Seuls les États pourraient arrêter cette course folle aux conséquences possiblement dramatiques, comme l'effondrement des marchés. Comme le note l'auteur, au-delà de la régulation, la sanction judiciaire a son rôle à jouer. Et de rappeler un proverbe chinois : « Il faut savoir égorger un poulet pour effrayer un singe ». Le système capitaliste ne porte aucune valeur morale, comme celle d'être bon ou mauvais, il doit donc être corrigé. La souveraineté des États doit pouvoir s'imposer face aux marchés dont l'absence de contrôle efficace profite à toute forme de criminalité, entraînant avec elle des crises aux répercussions immédiates.

VINCENT PIOLET